

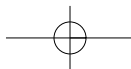
**LE MULTIPALIMPSESTE
DES CULTURES LITUANO-RUTHÈNES :
VARIATIONS SUR LE MINEUR ET LE MAJEUR**

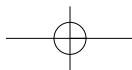
DANIEL BEAUVOIS

Pour répondre strictement à l'attente des organisateurs de cette mosaïque où les contacts germano-slaves devaient dominer, il eût été plus simple pour moi d'exploiter quelques données sur les circonstances de l'installation de minorités allemandes et tchèques en Volhynie, au sein de l'Ukraine de la rive droite du Dniepr, dans les dernières décennies du XIX^e siècle, et de suivre les problèmes sociaux, politiques, religieux (notamment le développement du stundisme) que ces 150 à 200 000 personnes provoquèrent. Mais se répéter n'étant pas particulièrement gratifiant, je renvoie le lecteur aux quelques pages que j'ai consacrées à cette question ¹ et voudrais, profitant du sous-titre du colloque qui élargissait la thématique aux « minorités d'Europe centrale et orientale », me livrer à quelques variations sur la notion de minorité et de majorité qui tiendront plus de l'essai que de la communication scientifique.

À parcourir la table des matières, il semblerait que la plupart des intervenants, cédant peut-être inconsciemment à l'impression que *small is beautiful*, valorisent souvent la notion de minorité, choisissent des cas où la défense des droits de l'une ou de l'autre semble nécessaire, déplorent des menaces ou oppressions d'ailleurs réelles. La refonte des frontières de l'Europe entre 1918 et 1921, avec ses coups de force, ses faits accomplis et l'accord souvent impuissant de diverses conférences, nous a habitués, comme ce fut

1. D. Beauvois, *La bataille de la terre en Ukraine 1863-1914, les Polonais et les conflits socio-ethniques*, Lille, 1993, p. 306-311.

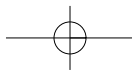


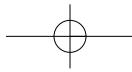


le cas à la Société des Nations, à voir des minorités bafouées et revendiquant leurs droits. L'ONU, après 1945, n'a guère mieux réussi, on l'a vu dans les Balkans à la fin du XX^e siècle, à rendre sans objet l'impérieuse nécessité d'un soutien permanent aux entités faibles et menacées. Il y a donc dans le point de vue qui valorise le plus petit une noblesse qui n'a pas besoin de justification, qui semble aller moralement de soi.

Pourtant, dans l'aire géographique des Slaves de l'Est, que ce soit sur ses marges les plus orientales, celles de l'actuelle Russie, ou dans l'Entre-deux-mers de l'axe Baltique-Mer Noire, on observe – surtout si l'on se place dans la longue durée – des situations assez instables où les acculturations se succèdent, se superposent les unes aux autres, s'affirment en effaçant la précédente. Dans ce kaléidoscope historique, dans cette incessante accumulation de strates culturelles dont les composantes – linguistique, politique, religieuse – évoluent à des rythmes différents, disparaissent même parfois, pour reparaître de manière surprenante, il n'est pas rare de constater que les majorités ne sont pas toujours dominantes, ni les minorités dominées. Beaucoup de facteurs indépendants du nombre définissent ou provoquent la domination ou la sujétion, la supériorité ou l'infériorité. L'histoire de cette zone de l'Europe n'est certes pas, sous ce rapport, exceptionnelle ni unique, mais elle offre des exemples particulièrement frappants où le binôme minorité/majorité peut facilement être pris dans un sens inverse de celui que nous signalions plus haut. La minorité n'est plus une petite chose à défendre dès lors qu'elle s'impose par son organisation, son dynamisme, son action, à une masse nombreuse, mais inerte et invertébrée. Dans une zone où régna sans doute toujours plus qu'ailleurs en Europe le despotisme, l'arbitraire et le servage, le rapport du faible au fort est presque constamment celui du grand nombre au petit. La logique du pouvoir est alors de minorer la masse et de majorer l'élite. Un appareil logomachique bien au point a tôt fait d'inverser les signes et de légitimer l'hégémonie d'un petit groupe. Ainsi fonctionnera, pendant des siècles, le rapport de l'autocratie, de la noblesse, du Parti, face au peuple. La perfection du système est atteinte quand l'infériorité de la masse est entrée dans chacune de ses têtes et que toutes les échines se courbent devant la minorité.

Cette propension à accepter et même souhaiter la soumission à une minorité dominante est au fondement de l'histoire des Slaves orientaux, ou tout au moins de ce qu'en dit – et cette source est la seule – le moine de Kiev Nestor, en 1113, dans sa *Chronique des temps anciens*. Selon lui, en 862, c'est-à-dire 251 ans plus tôt (cet

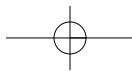


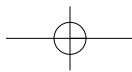


éloignement dans le temps invite à la prudence dans toute interprétation) « les Slaves de Novgorod, les Krivitchs de Polotsk, les habitants de Rostov, du lac Blanc, de Murom, constatant leur zizanie, se dirent “cherchons-nous un prince qui nous gouvernera et nous dira le droit”. Ils partirent au-delà de la mer (Baltique) chez les Varègues (Scandinaves, Normands), vers la Rus’, car les Varègues s’appelaient la Rus’, et leur dirent : “notre terre est grande et abondante, mais ne connaît pas de règle. Venez donc régner et nous gouverner ²” ». Trois frères répondirent à cet appel, bientôt il n’en resta qu’un seul, Riurik, fondateur de la dynastie de Kiev, où ses hommes s’installèrent très vite. Ainsi toute la zone, depuis le Nord jusqu’aux frontières de l’empire byzantin, fut-elle dominée par une minorité viking, étrangère aux autochtones ou, en tout cas, aux peuples installés là à ce moment, qui eux-mêmes, probablement, succédaient aux Scythes ou en étaient issus.

Une ethnogénèse aussi succinctement expliquée suscita évidemment des polémiques quand des formes étatiques beaucoup plus structurées se dessinèrent entre les XV^e et XIX^e siècles. Lorsque la Moscovie s’affirma en tant que Russie et s’appropria l’héritage spirituel de Kiev au XV^e siècle et, beaucoup plus, lorsque s’esquissèrent les théories slavophiles, puis panslavistes du XIX^e siècle, puis, au XX^e siècle, lorsque Moscou se voulut phare de l’humanité, l’origine scandinave du pouvoir de Kiev fut volontiers gommée et la Rus’ fut glorifiée comme la forme prétendument première du peuple russe et de « toutes les Russies ». La querelle entre historiens dure toujours quant à la place réelle à accorder aux Varègues dans l’ensemble de la société de l’immense principauté de Kiev, mais la filiation scandinave des premiers princes riurikides : Oleg, Igor, Olga, Vladimir, etc., ne fait pas de doute, pas plus que leur acculturation rapide, moyen de domination indispensable. La langue slave (le *russki jazyk* des autochtones), puis la religion de Byzance (que l’on n’appelait pas été encore l’orthodoxie puisque la chrétienté n’avait pas encore divisée par le Grand Schisme de 1054) furent ainsi, assurément, les vecteurs de la domination d’une minorité sur une masse consentante. On peut même se demander si le moine qui nous a transmis cet appel à une minorité étrangère et supérieure ne cherchait pas déjà (en prétendant, deux siècles et demi après – selon une démarche que l’on retrouvera plusieurs fois par la suite – que le nom même de son territoire la *Rus’*, avait, lui aussi, une origine

2. D. Lixačev, *Povest’ vremennyx let*, Moskva, 1950, 1^{re} partie.

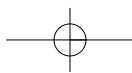
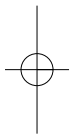


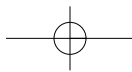


étrangère) à forger un mythe euphorisant, un anoblissement par enracinement dans un groupe de guerriers vaillants et de commerçants entreprenants. Si cela était vrai, on pourrait voir là la marque chez les Slaves d'un complexe d'infériorité, d'un aveu de faiblesse congénitale. Le pas a été franchi dans les théories racistes allemandes, au XX^e siècle, avec des conséquences trop graves pour que nous nous permettions de sur-interpréter les paroles de Nestor.

Le phénomène d'une minorité dominante dans l'immense Rus' se répéta au XIII^e siècle, selon un schéma assez proche, malgré des circonstances évidemment différentes. Kiev ayant été détruite en 1240 par les Mongols, ceux-ci soumièrent pour une longue période la marge orientale de la zone (avec Moscou naissante) en y instaurant un système de redevances qui leur permit de tout contrôler avec l'aide d'une minorité de féodaux (pas encore russes) bien soumis. Mais le reste des terres de la Rus', celles du centre et de l'Ouest, opta pour une domination différente, celle des grands-ducs de Lituanie qui, de nouveau, provenaient des rivages de la Baltique et dont la langue d'origine, le lituanien, n'avait rien de slave. Leur religion – le paganisme – n'effrayait pas trop car il était probablement encore fréquent chez les Slaves. Les chevaliers Teutoniques essayaient en vain d'imposer leur catholicisme aux Lituanien par le glaive. Un premier prince lituanien, Mendog (Mindaugas) poussé par les Polonais et la papauté avait brièvement accepté – pour éviter les Teutoniques et les Mongols – la royauté, en 1251, moyennant sa conversion au catholicisme, mais ses successeurs, Gedemin, puis Jagellon, étaient retournés au paganisme. Entre catholicisme et orthodoxie, le choix fut longtemps difficile. En 1325, la fille de Gedemin devint catholique en épousant le prince héritier de Pologne, mais beaucoup de princes lituaniens adoptèrent plutôt l'orthodoxie, religion de la mère de Jagellon et de ses nombreux frères.

Selon un processus comparable à l'acculturation des Varègues, les grands-ducs de Lituanie renoncèrent plus vite à leur langue qu'à leur religion pour dominer les masses de la Rus' que les sources latines désignaient sous le nom de *Russia* ou, vers l'Ouest, de *Ruthenia*. Seul le petit peuple paysan lituanien, très peu nombreux et cantonné en Samogitie, micro-région du rivage balte, conserva tant bien que mal sa langue, qui fut presque oubliée du monde jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Nous y reviendrons lors de sa surprenante résurgence. D'abord étendu sur la Ruthénie blanche (*Béla Rus'*) de Grodno à Polotsk et de Vitebsk à Minsk, le pouvoir des ducs lituaniens y emprunta non seulement la langue, mais aussi les structures nobiliaires venues de l'Ouest, avec la mode des blasons (même si le

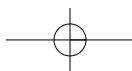


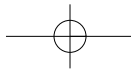


pouvoir grand ducal resta toujours plus central et autoritaire, dans sa capitale de Vilnius, que chez les nobles polonais). Même à la fin du XX^e siècle, lors de l'apparition d'une Bélarus indépendante (ou dite telle) une querelle se produisit encore avec la petite Lituanie à propos du droit de choisir le cavalier armé comme symbole national. Assez logiquement les deux pays revendiquaient et maintinrent ce droit, car, à partir des XIII-XIV^e siècles, tout ce territoire, dit *Litva* (Lituanie) était majoritairement (en nombre d'habitants) composé d'une grande partie de la Rus' que les sources slaves orientales appelaient *Litovskaja Rus'* ou les sources polonaises *Rus' litewska*. Cette superposition culturelle se retrouve aujourd'hui dans l'onomastique. Deux villes actuellement situées en Bélarus portent la marque de leur appartenance à la Lituanie historique : on dit, en polonais, *Minsk litewski* et, en russe, *Brest Litovsk*.

Lorsque, en 1361, cette Lituanie annexa Kyïv (Kiev) et occupa tous les territoires de l'actuelle Ukraine jusqu'à la Mer Noire, la plupart des terres ruthènes se trouvèrent sous la domination d'un souverain allogène qui comprenait de mieux en mieux que, pour se protéger de l'expansionnisme naissant de la Moscovie, il fallait s'allier au voisin polonais (baptême catholique et mariage de Wladyslaw Jagellon avec Edwige en 1386), mais cela n'empêcha pas ses descendants de consolider sans cesse l'acculturation lituano-ruthène. La manifestation la plus éclatante de cette adoption des mœurs et de la langue de la majorité des sujets par la minorité du pouvoir fut la rédaction, toujours améliorée en 1529, 1566 et 1588, du *Statut Lituanien*, charte capitale du grand-duché dont la version de base, en blanc ruthène ancien, ne fut que postérieurement doublée d'une version en latin et en polonais³. Cette langue adoptée par les grands-ducs était celle de leur chancellerie. Elle resta la langue officielle de l'État lituanien bien après son Union avec la Pologne en 1569, jusqu'en 1697, date à laquelle la diète de Pologne considéra son usage officiel comme « inutile ». La minorité lituanienne du pouvoir, qui s'agrégea très vite les plus grands familles ruthènes, avait préféré ne pas gouverner contre le peuple majoritaire, mais avec lui. La domination de la langue ruthène, bien illustrée aussi par la publication à Prague, puis à Cracovie, en caractères cyrilliques, des premiers livres et de la *Bible* de F. Skaryna de Polotsk, témoignait d'une habileté des gouvernants qui n'avaient pas hésité, comme les Varègues, à oublier leur culture pour dominer leurs

3. S. Lazutka, I. Valikonýté & E. Gudavicius, *Pirmasis lietuvos statutas* [Le premier Statut lituanien], éd. trilingue (ruthène, latine, polonaise), Vilnius, 1991.





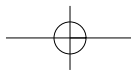
sujets. L'immense Lituanie, de la Baltique à la Mer noire, n'avait de lituanien que le souvenir de son pouvoir minoritaire d'origine. Elle était, en fait, ruthène.

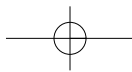
Lorsque, à travers le XV^e siècle, la Moscovie devint de plus en plus menaçante, notamment du fait des conquêtes d'Ivan III, qui rassemblait les terres de la Rus' orientale : Iaroslavl en 1463, Rostov en 1474, la république de Novgorod en 1478, Pskov en 1521, la minorité qui gouvernait le reste de la Rus' jugea bon d'effacer les deux pages précédentes de son histoire et d'ajouter une nouvelle strate à son palimpseste. L'intérêt politique dictait d'accentuer le rapprochement dynastique de 1386 avec la Pologne et d'opérer une troisième acculturation. La minorité dominante, à laquelle s'était maintenant jointe la noblesse ruthène, s'orienta de plus en plus vers la polonisation, c'est-à-dire l'adoption de la langue du voisin occidental, du système de privilèges très valorisants pour elle dont s'était doté la noblesse et la conversion au catholicisme.

L'abandon progressif de la langue ruthène (blanc ruthène et ukrainien) par les élites du pouvoir, à la fin du XVI^e siècle et surtout au XVII^e siècle, est un processus qui fut très bien décrit dans la thèse d'Antoine Martel⁴. Il s'explique principalement par la fascination d'une civilisation considérée comme plus brillante et par l'action de la propagande des jésuites, dont les écoles répandirent, avec le polonais, l'usage du latin et la conviction de la supériorité des modèles romains antiques. À cette époque, l'usage du *Statut Lituanien* dans sa version ruthène d'origine disparaît progressivement, la *metryka ruska*, actes de la chancellerie du grand-duc (qui ne fait plus qu'une personne avec le roi de Pologne) perd du poids face aux actes en latin ou en polonais.

À partir de l'Union de Lublin, en 1569, les deux noblesses, polonaise et lituano-ruthène, se fondirent en un seul corps qui se réunit en une seule diète (qui deux fois sur trois se réunissait à Varsovie et une fois à Grodno). Quelques théoriciens de très haute culture – nous étions au temps de la Renaissance et de l'humanisme, aussi féconds ici qu'en Europe occidentale – édifièrent pour cette élite minoritaire du pouvoir le système clos dit de la République nobiliaire (*Rzeczpospolita*) qui fut adopté aussi bien dans la partie

4. A. Martel, *La langue polonaise dans les pays ruthènes*, Lille, 1938. Un ouvrage polonais plus récent décrit aussi très bien le processus de polonisation de ces élites : T. Chynczewska-Hennel, *Świadomość narodowa szlachty ukraińskiej i kozaczyzny od schyłku XVI do połowy XVII w.* [La conscience nationale de la szlachta ukrainienne et des cosaques de la fin du XVI^e siècle à la moitié du XVII^e], Warszawa, 1985.



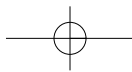


polonaise que « lituanienne » de l'État. Ce groupe s'attribua, avec force justifications pseudo-historiques et mythiques (des origines romaines ou caucasiennes !), une prétendue supériorité fondant sa prééminence sociale. Il décida que ses membres seuls étaient des citoyens, à l'instar des patriciens romains et ne cessa plus de vanter sa propre liberté, vocable qui ne couvrait plus qu'un ensemble de privilèges de plus en plus codifiés et exorbitants. La captation de toutes les valeurs socio-politiques par la minorité que formait cette *szlachta* (noblesse) finit par lui faire croire qu'étant la seule dépositaire des droits civiques, elle constituait, à elle seule, le *narod*, la nation.

On voit bien en quoi cette acculturation diffère des deux précédentes. Dans les cas déjà examinés, des minorités exogènes se fondaient dans une masse, adoptaient les traits de celle-ci pour la dominer. Ici, la minorité endogène (ou devenue telle) se séparait de la masse et, sans scrupule, revendiquait son altérité (ou prétendue telle) pour obtenir le même résultat. La manière était évidemment bien plus risquée et le résultat fut ce que l'on pouvait attendre : des conflits sans fin.

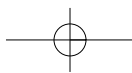
À la différence des villes occidentales qui jouèrent sans cesse un rôle important dans la vie des nations, celles de la zone lituano-ruthène et de Pologne perdirent très tôt toute influence sociale. Chaque privilège nobiliaire obtenu entre le XIII^e et le XVI^e siècle réduisait chaque fois un peu plus les prérogatives des *mieszczanie*, les habitants des villes qui, de ce fait, ne purent jamais constituer une bourgeoisie, ni un tiers état. Les rois de Pologne, voyant l'insuffisance de l'artisanat et du commerce, accueillirent dans leurs villes, pour y remplir ces fonctions, la plupart des Juifs chassés d'Espagne, du Portugal, de France, etc. et leur accordèrent des franchises, des statuts d'autonomie, qui ajoutèrent une composante nouvelle à la mosaïque ethnique des territoires lituano-ruthènes car ces populations nouvelles furent justement installées, en majorité, dans ces confins orientaux de la République. Avec le temps, la bonne cohabitation des débuts se gâta et les rapports avec la minorité juive, toujours grandissante, allaient devenir à leur tour un grave problème dans ces régions.

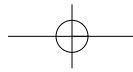
Mais ce ne furent pas les villes, presque toutes de taille très modeste, qui aggravèrent le plus tragiquement la distance minorité/majorité. La masse majoritaire à dominer était constituée par la paysannerie. Plus la minorité, la « nation nobiliaire », se flattait d'être le sel de la terre et se parait de toutes les vertus civiques, plus elle avait besoin du travail gratuit des paysans et plus elle faisait



régner le servage. Or, si travailler pour des maîtres impitoyables, qui justifiaient le servage par l'existence de l'esclavage antique et l'ordre divin était, tant bien que mal, supporté dans la Pologne ethnique, où la communauté de religion et de langue entre propriétaires terriens et main d'œuvre rendait une certaine communication possible, cela devenait exclu en Ruthénie où, aux yeux du paysan, resté fidèle à sa langue et à sa religion orthodoxe, la minorité possédante, qui avait accaparé toutes les terres et vivait sur d'immenses latifundias, prenait les traits d'un petit groupe de renégats, qui s'excluait lui-même de la majorité ruthène.

Ce hiatus tourna, pour beaucoup de Ruthènes, à la provocation lorsqu'en 1596, à l'instigation des jésuites (notamment Piotr Skarga, prédicateur à la cour) et de Rome, l'Église catholique polonaise convainquit quelques évêques orthodoxes d'accepter l'autorité du pape. Le synode de Brest (*Brzesc* en polonais), en Ruthénie blanche, prétendit ainsi donner un pendant religieux à l'Union politique de Lublin. Les Ruthènes devraient obéir au pape et garderaient, en échange, leur liturgie en slavon, le mariage des prêtres, etc., formant une Église dite uniate. Jusqu'en 1632, cette Union, dite aussi catholique-grecque, feignit d'ignorer la résistance des orthodoxes qui n'existaient plus officiellement. Les cosaques, appuyés par quelques monastères irréductibles, encouragèrent des révoltes de plus en plus étendues, commencées dès 1595-1596 (celles de K. Kosinski et S. Nalevajko) et poursuivies jusqu'à l'apogée de 1648 (celle de B. Khmielnitsky). Malgré le rétablissement de l'orthodoxie dans la République par le roi Wladislaw IV en 1632, le mépris et la discrimination à l'égard de cette confession et même envers l'uniatisme, perçu, à son tour, comme une religion à l'usage des paysans, amenèrent une répression ouverte et violente des Ruthènes révoltés par les élites polonisées. Malgré l'écrasement de Khmielnitsky (lui-même auteur d'exactions sanglantes contre les « Polonais » et les Juifs, leurs « alliés »), le rapport minorité/majorité ne cessa plus d'être un rapport de force exercé par la première. Le bas-peuple du Sud de la Ruthénie, le long des rives du Dniepr et jusqu'au bord des steppes de la Mer Noire, ainsi brimé et rejeté par ses guides, intériorisa ce rejet et bien qu'il s'exprimât toujours dans sa langue, la *ruska mova* (comme les paysans de Bélarus dans la leur, peu différente), il se vit de plus en plus lui-même comme une entité extérieure à la République et plus encore à la Moscovie qui commençait aussi à vouloir le récupérer. C'est alors qu'entérinant le rejet à la périphérie dont elle était l'objet, cette vaste partie de la Ruthénie se mit elle-même à se dire le pays des confins, des lisières,

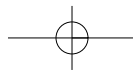


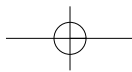


de ceux qui étaient dépossédés de leur domination pourtant majoritaire. Ruthénie devint pour eux synonyme d'*U-kraina*, le pays de la marginalisation assumée avec, peut-être, une sorte de *Schadenfreunde* menaçante.

Les magnats polonisés durent accepter, à partir de 1686, la perte de toute la zone à l'Est du Dniepr, désormais dominée par la Russie, mais la pesanteur de leur pouvoir minoritaire se fit de plus en plus sentir en-deçà du Dniepr. Aidés par le clergé catholique qui leur fournissait l'instrument le plus efficace de contrôle des âmes de leurs sujets, ils continuèrent jusqu'au partage de la République polono-lituanienne de 1772 et 1793 (le troisième partage de 1795 ne concernait plus qu'un petit territoire ethniquement polonais), à étendre l'influence de la religion uniate. Silencieusement, profitant de l'analphabétisme de la masse ruthène qui ne comprenait pas plus le slavon d'Église que les catholiques romains ne comprenaient le latin, l'Église uniate, imposée par les maîtres, domina de très loin l'Église orthodoxe dans la République jusqu'à la fin de son existence⁵. Les études approfondies analysant ce processus d'acculturation forcée de la masse manquent, mais on peut imaginer (sur la base de quelques cas) que ce « succès » de l'uniatisme, qui rappelait le vieil adage *ejus regio cujus religio*, fut obtenu au moyen de quelques fallacieuses promesses d'allègement du servage et sanctionné, sans demander l'avis des fidèles – qui n'eurent peut-être pas même conscience de la manipulation – par le retour à la tendance de 1596 : l'élimination totale de la hiérarchie orthodoxe. Il ne restait, pour cette religion, en 1772, qu'un seul évêque ayant pouvoir sur les deux Ruthénies, la Blanche et l'Ukraine. Son siège était à Polotsk. Toute cette part de l'ancienne Rus' fut quadrillée, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, par des évêchés uniates. Mais l'on vit bien que cette tentative pour effacer la fracture minorité/majorité était vouée à l'échec lorsque les serfs ukrainiens, las des exactions de leurs maîtres, se révoltèrent à nouveau, en 1768, sous la conduite de deux des leurs, Ivan Gonta et Maxime Zelezniak, dans la région de Human, dominée par la famille Potocki. Cette insurrection paysanne, qui servit plus tard de thème au poème patriotique de Taras Chevtchenko les *Hajdamaks*, fut réprimée conjointement par la faible armée polonaise et l'armée russe de Catherine II qui, quatre ans plus tard, commença par s'emparer d'un premier morceau de Ruthénie Blanche, avec Vitebsk et Polotsk, tandis que les

5. W. Kolbuk, *Kościół wschodnie w Rzeczypospolitej około 1772 r.* [Les Églises orientales dans la République vers 1772], Lublin, 1998.

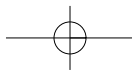


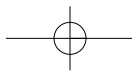


Autrichiens prenaient une autre partie de la Rus', la plus proche d'eux, la Galicie, avec Lwów (Lviv) et la Bukovine (qui ne devait redécouvrir sa ruthénité qu'à la fin du XX^e siècle !). Les Prussiens n'étaient intéressés que par les terres de la Pologne de l'Ouest.

Au moment du deuxième partage de la République, en 1793, auquel l'Autriche ne participa point, tout le reste des territoires de l'ancienne Rus' lituanienne passa sous la domination politique des Russes. Deux minorités, la russe et la polonaise, dominèrent, dès lors, jusqu'en 1920, ce tronçon russe des pays ruthènes. J'ai étudié en trois volumes le fonctionnement du triangle natio-socio-culturel ainsi formé qu'il n'est pas possible ici de suivre dans sa complexité⁶. Notons simplement que la masse paysanne, toujours majoritaire, fut politiquement dominée par la présence très prégnante de l'armée russe et un appareil administratif réduit (des gouverneurs-généraux à Vilna et à Kiev, des gouverneurs dans les neuf provinces), qui surent faire taire les frustrations en opérant un retour massif à l'orthodoxie. Dès le rattachement à la Russie, Catherine II étendit à ces territoires la théorie qui prévalait déjà en Russie d'une assimilation de l'autocratie à l'orthodoxie. Peu de temps après, Karamzin développa la vision qui s'était fixée depuis qu'au XV^e siècle Moscou s'était dite la Troisième Rome. Les deux parties de la Ruthénie, dans un contexte où le pouvoir de Moscou se présentait comme l'héritier de celui de Kiev au Moyen Âge, n'avaient plus lieu d'être différenciées. Elles devenaient parties de la Russie. L'unité dans la Trinité, la triade slave de « toutes les Russies » n'allait plus cesser d'être martelée. À peine deux ans après l'annexion de 1793, la désuniatisation était réalisée (officialisée en 1839), jamais plus, avant 1989 (sauf une brève tentative d'autocéphalie en 1919), l'orthodoxie ne fut séparée de la russité. Les Russes se prétendaient chez eux au moyen d'un glissement sémantique favorisé par des consonances proches. En *Bela-Rus'*, ils se disaient en *Bielaja Rossija* et les historiens occidentaux répétèrent machinalement *Biélorussie*, ce qui donnait un assentiment général à l'annexion. Pour l'Ukraine, la minoration fut plus nette encore puisqu'on ne parla plus que de *Malorossija*, de *Petite Russie*. En France, Anatole Leroy-Beaulieu dans son *Empire des tsars et les Russes* (1893 et rééditions jusqu'à nos jours) extrapola la réduction

6. D. Beauvois, *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine 1793-1830*, Paris, 2003 ; id., *Le Noble, le Serf et le Révizor 1831-1863*, Paris, 1984 ; id., *La bataille de la terre en Ukraine 1863-1914*, op. cit.



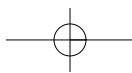
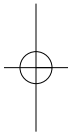
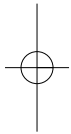


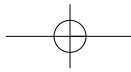
en assimilant les « ukrainophiles » à de vagues utopistes régionalistes comparables, disait-il, aux membres du Félibrige provençal.

Cette masse, dont on avait oublié qu'elle avait eu des élites, était tellement tenue dans l'inertie qu'on la disait privée d'histoire, un peuple de paysans. Elle était aussi, officiellement, privée de langue puisque au XIX^e siècle la *ruska mova* n'avait aucun vecteur de diffusion et qu'après 1860 elle fut purement et simplement interdite (avec une brève ouverture en 1905-1907) par Saint-Pétersbourg.

Parallèlement, la même minorité polonaise (polonisée) qu'avant les partages maintint ici tout son pouvoir économique et même, malgré la guerre incessante, mais peu efficace, que lui livrait la minorité russe, augmenta son emprise à la faveur du progrès technique et du développement du capitalisme. De la même manière que les Russes, mais avec une expérience beaucoup plus ancienne les latifundiaires refusaient la moindre identité aux paysans que, dans une formule attendrissante, ils appelaient « *nasz lud* », notre peuple, ce qui était aussi une façon de l'annexer. La néantisation de la majorité était aussi grande de leur côté. Au lieu de se référer, comme les Russes, à l'accord de Pereïaslav de 1654, ils se référaient à celui de Hadziacz de 1658, mais le plus souvent ils n'avaient pas besoin de ces justifications.

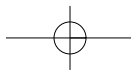
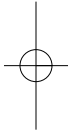
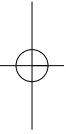
L'usage public de la langue ruthène avait, sous leur pression, on l'a vu, disparu depuis la fin du XVII^e siècle et, malgré leur retour à l'orthodoxie, les serfs restaient la propriété juridique de catholiques. Le Statut lituanien, supprimé seulement en 1840 par les Russes, permit longtemps les abus d'autrefois aux propriétaires qui n'étaient pas plus de 6 à 7 000 au début du XIX^e siècle et pas plus de 3 500 à la fin. Mais même la réduction en 1847, puis la suppression du servage en 1861-1863, ne changea jamais la terrible exploitation de la paysannerie qui percevait ses maîtres avec la même hostilité que les nègres des colonies. Certes, l'arrivée, après 1793, de la minorité administrative russe obligea celle-ci, pour se faire mieux admettre, à se poser quelquefois en gardienne du bien-être de la majorité et à faire quelques gestes visant, plus qu'en Russie même, à l'atténuation du servage. Des Polonais, surtout des étudiants de l'université de Kiev, promettaient de même, notamment autour de 1863, que c'était d'eux que viendrait la liberté, mais ces rivalités pour se concilier l'adhésion de la masse serve n'étaient rien auprès de l'esprit profondément esclavagiste qui animait aussi bien les représentants du tsar que les « citoyens » polonais imbus de leur étrange conception de la liberté. Chaque fois qu'un ou plusieurs villages ukrainiens, recrues de redevances abusives, de mauvais traite-

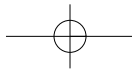




ments physiques, de famines – tout le blé de ce « grenier à grains » allant à l'exportation – tentaient de se révolter, on voyait, malgré leur haine réciproque, les deux minorités russe et polonaise s'allier pour ramener l'ordre. Le noble polonais, impuissant face à la fureur des serfs, avec le seul personnel de son domaine, appelait à l'aide le gouverneur russe de la province qui lui accordait le secours d'un régiment, car l'exemple des rebellions pouvait être contagieux dans la Russie proprement dite et mieux valait faire respecter le droit de propriété. On oubliait alors les belles paroles sur l'unité dans une même patrie – la République ou l'Empire.

À ces minorités impitoyables dans leur domination de la majorité ruthène, il faut opposer l'habileté du pouvoir autrichien dans la partie de l'Ukraine-Ruthénie qui lui échut en 1772. Vienne, la très catholique, eût pu continuer la politique de mépris aveugle que Varsovie vouait aux uniates qu'elle trouvait insuffisamment catholisés. Or, dans ce fragment méridional de l'ancienne Rus', où s'étaient développées au XIII-XIV^e siècle les principautés très actives de Halicz (Galitch) et Włodzimierz (Vladimir en Volhynie) dont les Autrichiens tirèrent les noms de Galicie et Lodométrie, Marie-Thérèse estima que l'uniatisme méritait plus d'égards que ne lui en accordaient les Polonais et lui donna une protection particulière. Aussitôt après l'annexion de sa part de République, elle créa un séminaire à Lwów (*Lemberg*) qu'elle appela sans ambiguïté le *Collegium Ruthenicum*. Le statut plus que subalterne de l'uniatisme aux yeux des Polonais (nombreux aussi dans les territoires acquis par l'Autriche) devint valorisant aux yeux des Ruthènes qui, contrairement à ceux de l'empire russe, ne songèrent plus à retourner à l'orthodoxie, mais se mirent à considérer la religion qui leur avait jadis été imposée comme un signe distinctif et identitaire, comme une fierté. Devenus dans l'empire d'Autriche l'une des nombreuses nationalités minoritaires, le groupe ukrainien retrouvait ainsi, après bien longtemps, une dignité que ne connaissait plus son tronc d'origine, resté globalement dans l'empire russe. Lentement, une intelligentsia cléricale uniate se forma qui fournit les membres du très éphémère – et premier – gouvernement ukrainien de 1848, la *Rada Ruska* (le Conseil ruthène), constitué à Lemberg. Dès cette époque – comme aujourd'hui – la Galicie apparut, à mesure que la *ruska mova*, la langue ukrainienne courante, prenait de l'assurance en s'éloignant du slavon des prêtres pour se rapprocher du langage quotidien et se divulguait dans des publications qui passaient même clandestinement dans l'empire russe, comme le possible Piémont d'où la majorité ruthène pourrait, un jour, reconstituer son unité.

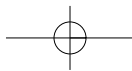


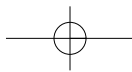


Celle-ci retrouva encore mieux sa légitimité presque oubliée lorsque Hruševskij, historien expulsé de Kiev par les Russes, vint rédiger à Lemberg-Lviv et y publier librement en 1894 sa monumentale *Istoria Ukrainy-Rusi* (Histoire de l'Ukraine-Ruthénie). C'est à cette date que la minorité galicienne de l'Ukraine, dotée à l'université de Lemberg d'une chaire d'histoire ukrainienne, put entamer la lente reconquista du tout.

Ce fragment ruthéno-autrichien (qui préférait toujours plus s'appeler ukrainien, probablement pour éviter l'assonance avec russe) redoubla d'activité dans la période 1921-1939 où il devint une minorité de 7 millions de personnes dans la Pologne restaurée. Mais Staline ne perdait pas de vue sa filiation tsariste, ni sa mission personnelle de « rassemblement des terres russes » car, pour lui, il y avait bien plus qu'une assonance entre *ruski et rossijskij*. Il y avait toujours le mythe de l'unité dans la trinité. Il s'empara donc de cette minorité trop remuante de la ruthénité, la fondit ou crut la fondre, dans le vaste creuset de la citoyenneté soviétique (en 1939-1941, puis 1944-1990), dans une république d'Ukraine qui n'avait d'ukrainien que le nom. La langue était de nouveau réduite à la portion congrue et la religion uniate interdite. Les quelques miettes de Ruthénie qu'il laissa en dehors de cette annexion, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, connurent des destins à peine plus enviables. Les Ruthènes de Hongrie et Slovaquie, après les indépendances recouvrées en 1989-1991 par ces pays, trouvèrent au Canada un « savant », le professeur Magocsi, qui tenta de les persuader qu'ils étaient les derniers Mohicans de la « vraie Ruthénie ». Ils n'en étaient qu'une parcelle, un peu oubliée dans ces beaux paysages montagnards, manipulée par les éternels adorateurs du « petit-groupe-à-l'identité-persécutée », des « nations oubliées » à restaurer d'urgence. Une restauration plus massive de l'entité ruthène se produisit avec la résurrection ukrainienne de 1991, renforcée par la « révolution orange » de 2004 qui replaça Kiev au centre de gravité de l'espace de son rayonnement séculaire.

Si l'on veut trouver un exemple où la minorité soit moins contestable, moins susceptible d'être toujours récupérée comme partie d'une majorité, il faut retourner loin en arrière dans notre exposé, au moment de la constitution, au XIII^e siècle, de la grande Lituanie historique, état très majoritairement ruthène, par ruthénisation de ses ducs et princes. Nous nous rappelons que la langue lituanienne, restée très proche du sanscrit et offrant des particularités totalement irréductibles aux langues slaves ou germaniques, n'avait continué à être pratiquée que par le petit groupe des paysans baltes

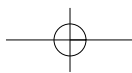


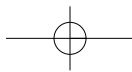


qui vivaient autour de Kaunas (*Kowno*) ou Vilnius (*Wilno, Vil'na*). Présent avant 1500, sur de rares baux de louage, le Lituanien accéda plus couramment à l'écrit avec la Réforme, puis la Contre-Réforme, le clergé gardant toujours une volonté de contrôle sur ses ouailles⁷. La traduction des textes sacrés en lituanien pour ce peuple, passé, le dernier en Europe, du paganisme au catholicisme, puis l'intérêt philologique et « antiquisant » d'érudits souvent d'origine allogène (Allemands, Polonais et plus tard Russes) permit la pérennisation d'une mythographie, puis d'une histoire qui fournirent les bases de la légitimation d'une identité séparée. Celle-ci ne commença à s'affirmer nettement, grâce à une propagande écrite située en dehors des frontières de cette petite zone (surtout à Königsberg et Tilsitt), qu'à la fin du XIX^e siècle. Cette redécouverte d'un patrimoine culturel enfoui et longtemps oublié fut largement favorisée par un double rejet : celui de la polonité, adoptée jadis par les élites, lors de leur seconde acculturation (comme les paysans ruthènes, les paysans lituaniens connurent le servage) et celui de la russité (comme les Ruthènes également, les lituanophones passèrent, lors des partages de la République, sous la domination politico-administrative du tsarisme). Pendant la Première Guerre mondiale, surtout vers la fin, l'influence allemande profita beaucoup de ce double rejet. Le premier État lituanien ethnique se donna même pour souverain un prince allemand qui, pour faire couleur locale, prit le nom de Mindaugas II. Les Lituaniens avaient un passé propre et des raisons identitaires comparables à celles des Bretons, mais ces derniers n'ont que la France et l'océan pour voisins. Cette minorité prit, au contraire, du fait de son voisinage si important aux yeux de la Conférence de la Paix, à Versailles, une importance considérable. Il convenait de soustraire ce confetti stratégique, au croisement de la Russie, de l'Allemagne et de la Pologne, aux convoitises de chacune d'elle. La petite Lituanie ethnique fut donc la première particule du vieil ensemble lituano-ruthène à acquérir l'indépendance, malgré l'ignorance profonde que nourrissaient les décideurs franco-anglais à l'égard de ses motivations identitaires (le témoignage des archives à ce sujet laisse rêveur).

Dans le kaléidoscope de l'histoire ainsi esquissée, les petits points lumineux intenses sont souvent plus importants que les

7. J'ai esquissé la lente émergence culturelle puis politique des Lituaniens entre le xv^e et le xix^e siècle dans N. Aleksiuš *et al.*, *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, 2004, p. 282-284 et 305-312.





grosses taches blêmes. Le statut de minorité n'est nullement un handicap pour occuper une position dominante. De petites entités sociales ont souvent dicté leurs lois à de grands corps impuissants, ont minoré des majorités. De nouvelles minorités se sont aussi substituées à d'autres pour dominer en s'acculturant ou, au contraire, pour imposer de force une acculturation au plus grand nombre. Palimpseste ou ardoise d'écolier que l'on réécrit sans cesse, en effaçant une précédente version, l'histoire tourne, comme tourne la roue de la fortune, poussée par la main du tricheur, par le droit du plus fort. Et la taille ne fait pas toujours la différence.

Université de Paris I

РЕЗЮМЕ

Автор старается припомнить, что понятия меньшинства и большинства не обязательно соответствуют понятиям угнетения и первенства. В истории и не раз бывало наоборот. Это особенно проявляется в истории восточных славян. Итак, меньшинство варягов заставило всю Киевскую Русь считаться с собой, маленький литовский народ правил огромными землями западной Руси. Каждый раз преобладающее меньшинство принимало язык, обычаи и религию покоренных. Позже поляки, русские и австрийцы имели власть над этими обширными землями, никогда численно не преобладая. Оставаясь чужимы, несмотря на огромную свою силу, эти меньшинства не смогли препятствовать возрождению издавна пассивных масс или почти забытых групп. Колесо фортуны неустанно может придавать новое значение таким явлениям.

КЛЮЧЕВЫЕ СЛОВА

Аккультурация ; культурные изменения ; господство ; Закарпатская Русь ; Литва.

